

Saint-Denis, 15 septembre 2007

Chers amis

Je suis revenu début août de mon 9^o chantier Inde-Espoir. En voici quelques échos.

Je suis parti avec une équipe de 10 étudiantes et 6 étudiants, âgés de 18 à 24 ans, venant de Sciences Po, Médecine, Essec, Psycho, Lettres, Histoire, Travaux publics, Philo. Selon la formule bien rôdée des chantiers Inde-Espoir (qui fonctionne depuis 27 ans ; voir le site <http://www.inde-espoir.org/>), l'équipe s'est d'abord attelée, entre février et juin, à la tâche de récolter la somme nécessaire au financement du projet - construction d'une école - soit 30 000 euros pour la première tranche (un étage devrait être ajouté dans deux ans). En même temps, à travers réunions et lectures, les étudiants s'initiaient aux réalités de la société indienne, notamment le système des castes et la situation des « intouchables ». En effet, parmi tous les projets soumis à Inde-Espoir par nos partenaires indiens, l'association a pour règle de ne retenir que les projets visant à aider (par la construction d'écoles, de dispensaires, de maisons, de centres communautaires, etc.) la promotion des plus pauvres, notamment les « intouchables » (ou « dalits ») et les « tribals ».

Début juillet, par l'avion puis le train, nous sommes partis vers le petit village d'Itga, situé dans le coin Nord-Est du Karnataka. Cet Etat est un des 4 Etats (avec le Tamil Nadu, le Kerala et l'Andra Pradesh) qui constituent, dans la partie Sud de cet immense pays, un ensemble se distinguant par plusieurs aspects (notamment linguistiques et culturels) du reste de l'Inde : on y parle des langues « dravidiennes », qui n'ont pas la moindre parenté avec celles du Nord, qui sont « indo-européennes ».

C'est l'évêque du tout nouveau diocèse de Gulbarga, créé en 2005, qui avait demandé à Inde-Espoir de venir construire une école dans la zone la plus pauvre de son diocèse, le district de Bidar. L'éducation est en effet pour lui une priorité, car celle qui est aujourd'hui accessible aux plus pauvres, dans les écoles primaires des zones rurales, est de très mauvaise qualité, en raison notamment de la faible qualification des enseignants et de leur absentéisme : on estime que les deux tiers des enfants quittent ces écoles sans savoir ni lire ni écrire. Et même le tiers qui y apprend quelque chose n'ira pas très loin, car il ne maîtrise alors que le Kannada, la langue locale. En effet, les écoles « English medium » (où l'on enseigne en Anglais à partir de la 4^{ème} année) ne sont accessibles qu'aux familles aisées (avec quelques exceptions pour des enfants boursiers) car il faut payer la scolarité. Or, dans l'Inde d'aujourd'hui, personne ne peut se sortir de la grande pauvreté sans une bonne éducation, comprenant notamment la maîtrise de l'Anglais. Au cours de mes huit précédents séjours en Inde, j'ai constaté que tous les travailleurs sociaux, les prêtres et religieuses qui se consacrent à la promotion des plus pauvres (notamment les dalits et les tribals) donnent la priorité à l'éducation. Mais tous se heurtent au même dilemme : comment donner une bonne éducation (avec des enseignants de qualité, notamment en Anglais, ce qui suppose des salaires plus élevés) à des enfants de familles qui ne peuvent pas payer ? Pour l'école d'Itga, l'aide d'Inde-Espoir va résoudre la question du bâtiment, mais pas celle du fonctionnement... Pourtant, en raison du niveau des salaires en Inde et du taux de change euro/roupie, il suffirait de 80 euros par an pour fournir à un enfant une scolarité dans une bonne école...

Nous voilà donc débarquant, le 2 juillet au soir, dans le petit village d'Itga. Plusieurs dizaines d'habitants ont veillé tard pour nous offrir un accueil qui, par sa chaleur et son enthousiasme, nous donne un avant-goût de ce que seront nos relations avec eux au long des 4 semaines de notre séjour. Nous découvrons ensuite nos conditions de logement, dans les locaux de la paroisse, qui comprennent, outre la petite église et le logement du prêtre, un foyer pour une vingtaine d'enfants : venant de familles très pauvres et éloignées, ils y sont logés, nourris et

encadrés dans leurs études. Autour de ces locaux, se regroupent les maisons des quelques familles catholiques du village – toutes dalits (en zone rurale, on ne trouve de chrétiens que parmi les dalits) - qui se reconnaissent à la formule de salutation : au lieu du traditionnel « namaste », les chrétiens (catholiques ou méthodistes) se saluent d'un joyeux « Jay Christ ! » (gloire au Christ). La grande majorité des habitants d'Itga sont hindous, quelques uns musulmans, chaque groupe habitant un quartier bien distinct dans le village.

Nous faisons connaissance avec le Father Stefan, le tout jeune curé de la paroisse. Outre la responsabilité pastorale des quelques familles catholiques d'Itga et des environs, il se consacre, avec l'aide de deux religieuses et de quelques travailleurs sociaux engagés par le diocèse, à diverses tâches visant au développement social et économique des plus pauvres des environs, sans considération de religion. Dans cette perspective, la construction de l'école s'inscrit comme une priorité.

Nous sympathisons avec les deux religieuses qui prennent soin de nous, Sister Veena et Sister Evelyn. Elles sont membres d'une congrégation avec laquelle Inde-Espoir entretient depuis longtemps des liens étroits, les « Ursuline Franciscan sisters ». Fondée à la fin du XIX^e siècle par un jésuite allemand, cette congrégation est en pleine expansion, comme la plupart des congrégations féminines en Inde (il y a dans ce pays, qui ne compte que 18 millions de catholiques, 80 000 religieuses !). Animant surtout des écoles, elle a fait le choix d'envoyer bon nombre des sœurs au "social work", dans les villages les plus pauvres. Concrètement, cela signifie que ces sœurs, qui viennent souvent de familles aisées et ont reçu une bonne éducation universitaire vont s'installer dans des villages de *dalits* et de *tribals*, pour y créer et développer diverses activités visant à améliorer la santé (dispensaires), l'éducation (écoles) et la promotion féminine : elles y suscitent notamment la création de nombreux «self-help groups», grâce auxquels les femmes reçoivent une formation sur leurs droits, s'organisent pour regrouper leur épargne, lancer de modestes activités artisanales ou commerciales, etc. Au cours du mois de juillet, nous verrons se tenir plusieurs de ces réunions de « self-help groups ».

Evoquons aussi l'attachante personnalité du tout nouvel évêque du diocèse. Bishop Robert nous accueille à la gare de Gulbarga, au terme de notre trajet en train, et nous emmène nous restaurer chez lui. Par la suite, il nous rendra visite à Itga par deux fois, s'entretenant longuement avec nous, et nous recevra chez lui. Nous sommes séduits par sa simplicité (sur le chantier, il n'hésite pas à prendre la pioche), son désir de nous faire partager son expérience, ses projets et ses questions, sa foi communicative. Il nous raconte comment, jeune prêtre, il est arrivé dans cette région au début des années 80, venant de son lointain diocèse de Mangalore, comment il a été fraternellement accueilli par les seuls chrétiens alors présents (des méthodistes qui avaient été évangélisés par des pasteurs américains avant l'indépendance) et comment il a baptisé le premier catholique. Aujourd'hui, son diocèse, créé en 2005 (<http://www.gulbargadiocese.com/index.htm>) compte 6500 catholiques sur 6,4 millions d'habitants.

Pendant les 4 semaines de chantier, nos journées sont rythmées par le travail, les repas, les temps de jeux avec les enfants et de visites des familles, la messe du soir, les moments de repos ou d'échanges entre nous. Le travail consiste, au début, à creuser des trous et à en évacuer la terre un peu plus loin : ceux des fondations, et surtout celui d'un grand réservoir d'eau, sans lequel le travail de construction ne peut commencer. C'est seulement quand l'eau et l'électricité sont enfin disponibles qu'il est possible de couler le béton pour les fondations et que le travail se diversifie : transport des sacs de ciment, des parpaings, tamisage du sable, fabrication et déversement du béton, etc. Un groupe d'une quinzaine de femmes dalits des environs se joint parfois aux étudiants ; étonnantes femmes, plutôt malingres, qui portent sur la tête les sacs de 50 kilos de ciment ! Le jour du départ, les fondations en béton armé sont achevées, mais nous n'avons pas eu la satisfaction de voir monter les murs.

Après la journée de travail, vient le moment de jouer avec les enfants et de se promener avec eux dans le village (avec souvent une invitation à entrer dans leurs maisons). Chaque année, les étudiants d'Inde-Espoir s'aperçoivent que leurs efforts pour apprendre quelques mots de Kannada ne peuvent donner de résultats satisfaisants en peu de temps, et que c'est seulement à travers les enfants qu'ils peuvent entrer en relation avec les gens du village : jeux, sourires, chants et danses, photos, voilà ce qui permet de contourner la barrière de la langue. Peu à peu se tissent ainsi des liens qui aboutissent à des invitations à franchir le seuil des maisons. Des maisons très pauvres, plutôt sombres, au mobilier rudimentaire, dont les habitants manifestent leur très grande joie de nous recevoir, avec du thé au lait ou quelques friandises : c'est un grand honneur pour eux, si souvent méprisés dans leur propre société à cause de leur caste.

Une fois la nuit tombée, nous nous retrouvons dans la petite église pour une Eucharistie toute simple, que je célèbre à la mode indienne, assis sur un petit tabouret, revêtu du traditionnel « châle de prière ». Je constate que, parmi les étudiants, beaucoup ont le désir de vivre ces semaines à Itga comme un temps fort de leur vie de croyants; j'essaie de les y aider, en proposant, à leur demande, outre la messe quotidienne, des moments de prière, de relecture ou de réflexion.

Fin juillet, lorsque, après des adieux émus aux enfants du village, les étudiants partent découvrir les principaux sites touristiques de l'Inde du Sud (<http://itga2007.hautetfort.com/>), je décide d'aller passer quelques jours à Pannur-Manvi, puis de séjourner à Delhi.

Pannur-Manvi : c'est là que je suis venu en 2004 avec une équipe Inde-espoir. J'y retrouve Eric et Maxim, deux jésuites qui sont devenus de vrais amis. Je vis avec eux les très joyeuses festivités de la Saint Ignace : concélébration eucharistique festive, repas savoureux pour plus de 300 enfants - tous de familles dalits -, chants, danses, saynètes... Sont présents aussi deux autres équipes d'Européens, venues pour des chantiers : une vingtaine de jeunes Anglais de Wimbledon, et un groupe de 20 jeunes Espagnols qu'accompagnent trois jésuites de Madrid. Un groupe Inde-Espoir venu de Paris est parti deux jours avant, après avoir travaillé un mois à la construction d'un dispensaire. J'ai la joie de voir et de photographier le bâtiment de l'école dont mon groupe de 2004 a financé les fondations, et qui a maintenant deux étages. Cette école « English medium », le Father Eric veut la mener jusqu'au niveau « fin d'études » et n'y admette que des enfants dalits, ce qui l'oblige à chercher des financements un peu partout. Ce projet déplaît beaucoup aux milieux nationalistes hindous, qui voient dans tout effort visant à aider les dalits à sortir de leur exclusion une atteinte à l'ordre social qu'ils croient lié à l'hindouisme (Gandhi pensait le contraire...), et qui soupçonnent les chrétiens de chercher à obtenir par là des conversions. Le préfet de police du district, sympathisant de ce courant idéologico-politique de l'*Hindutva*, cherche à entraver l'action du Father Eric, lui reprochant notamment toute l'aide qu'il reçoit de divers pays d'Europe. Il a même menacé d'expulsion les étudiants français d'Inde-Espoir, estimant que leur visa de tourisme leur interdit de travailler, même bénévolement ! L'affaire se règle rapidement, grâce à l'intervention de quelques soutiens politiques à Bangalore. Heureusement d'ailleurs, car un autre groupe de Français est attendu quelques jours plus tard pour commencer un autre chantier dans un village très pauvre des environs...

Une rapide visite me ramène à Pothnal, où mon équipe de 2005 avait assuré le financement d'un dispensaire et commencé sa construction, à la demande de nos amies ursulines franciscaines. Piloté par Sister Petronilla, je visite ce bâtiment, que nous avons laissé au niveau des fondations, et qui est maintenant opérationnel pour les soins, les hospitalisations de jour et les accouchements.

. A Delhi, enfin, je suis accueilli fraternellement par la petite communauté jésuite de l'Indian Social Institute (<http://www.isidelhi.org.in>), dont je connais le directeur, rencontré en diverses occasions, notamment à Porto Alegre et à Nairobi pour le Forum Social Mondial. 70 personnes (dont 5 jésuites) travaillent à l'ISI. Je m'entretiens avec quelques uns de ceux qui

animent les principaux secteurs d'activité ou de recherche : droits de l'homme, droits des minorités (notamment dalits et tribals), droits des femmes, développement rural... Tout cela avec de nombreuses publications, des sessions de formation, des programmes de recherche, du travail de lobbying, du conseil aux ONG, etc. L'ISI est un outil important pour tous ceux qui travaillent à promouvoir davantage de justice sociale en Inde. Son rayon d'action est national, mais il a une sorte d'antenne pour l'Inde du Sud, à Bangalore, que j'ai visitée les années précédentes.

Discutant avec les uns et les autres, je recueille des informations plus précises sur divers débats qui traversent la société indienne. Et d'abord celui des relations entre les communautés religieuses. Les tragiques événements de juin 2002 au Gujerat (massacre de 2000 musulmans, dont les auteurs, protégés pas le gouvernement BJP de cet Etat, ne sont toujours pas traduits en justice) restent dans les mémoires, mais mes interlocuteurs ne pensent pas qu'il y ait un risque de les voir se reproduire à court terme. Pourtant la relation avec les Musulmans (12 à 13 % de la population) reste difficile : ils sont l'objet d'une forte méfiance, étant soupçonnés de connivence avec l'ennemi pakistanais. Dix jours après mon passage à Hyderabad (ville à 50 % musulmane) deux attentats simultanés – attribués aux extrémistes musulmans – y faisaient quelques dizaines de victimes. Les chrétiens sont peu nombreux et leur nombre n'augmente pas (les familles chrétiennes, davantage éduquées, ont en moyenne moins d'enfants) ; mais les quelques conversions de communautés dalits et tribals suscitent l'inquiétude des extrémistes de l'Hindutva, qui ont réussi à faire adopter, dans plusieurs Etats, des « lois anti-conversion ». Bien que ces conversions au christianisme restent quantitativement marginales, elles sont ressenties comme symboliquement traumatisantes par ceux qui, contre toute évidence historique, veulent identifier « indien » et « hindou ». La question se pose : l'hindouisme est-il la religion « normale » des dalits et tribals, alors que, par sa doctrine sur les castes, il les marginalise ? Sur cette question délicate des conversions, un jésuite de l'ISI de Delhi, Rudi Heredia, vient de publier un livre qui a fait l'objet, dans la presse, de nombreux commentaires – très élogieux, sauf dans la mouvance Hindutva, bien sur. Rappelant que le droit à la liberté religieuse suppose le droit d'abandonner une religion pour en adopter une autre, il montre combien ce droit est difficile à mettre en œuvre dans une société qui, même si elle se pense comme tolérante, reste très structurée par les appartenances religieuses communautaires.

Impossible de parler de l'Inde, aujourd'hui, sans évoquer son rapide développement économique. En neuf ans, j'ai pu en constater les effets : nombreuses constructions, nouvelles infrastructures, autoroutes, adductions d'eau, internet et téléphones portables partout, etc. Mais j'ai constaté aussi – et les experts économistes et sociologues de l'ISI me le confirment – qu'il ne s'accompagne pas d'une réduction de la pauvreté. Alors que des dizaines de millions d'Indiens, dans les villes, jouissent d'un niveau de vie analogue au nôtre (voire supérieur), des centaines de millions de paysans ou travailleurs agricoles continuent à vivre – parfois survivre – au jour le jour, dans l'incertitude du lendemain. En Andra Pradesh et en Orissa, on constate depuis quelques années une forte augmentation des suicides de paysans : acculés au désespoir par la baisse des prix agricoles, ils ne peuvent plus rembourser leurs emprunts. En Occident, de très nombreuses publications soulignent, à juste titre d'ailleurs, les performances économiques remarquables de l'Inde (taux de croissance de 8, voire 9 %) ; mais on y traite peu de la persistance de la grande pauvreté dans les zones rurales et les bidonvilles, ni du maintien du système des castes, qui résiste dans les esprits et dans les relations sociales, même si les dalits, mieux organisés politiquement, commencent à obtenir quelques victoires symboliques : un dalit vient d'être élu président de l'université de Pune, la plus grande du monde (550 000 étudiants) ; une femme dalit, Maya Wati, dirige le gouvernement de l'Uttar Pradesh, le plus peuplé de l'Inde (160 millions). La proportion de dalits dans l'épiscopat catholique commence à augmenter un peu : une dizaine sur 150 ; mais on est loin du compte : 70 % des catholiques indiens sont dalits ou tribals !

Parmi les problèmes sociaux que notre presse occidentale n'ignore plus, il y a celui du déficit des naissances féminines : il naît 9 filles pour 10 garçons. Et dans certains Etats, c'est 7, 5 pour 10... Ce déséquilibre, signe de la persistance des atteintes à la condition féminine dans la société indienne, existe depuis longtemps, mais il s'est accentué depuis quelques années, grâce aux techniques permettant de connaître le sexe de l'enfant avant la naissance. Les lois qui interdisent aux médecins de donner aux parents cette information sont contournées par la corruption : avec quelques milliers de roupies, on obtient de pratiquer discrètement l'examen interdit. C'est pourquoi l'avortement sélectif des fœtus féminins se pratique davantage chez les riches que chez les pauvres.

Economiquement et politiquement, l'Inde a un bel avenir, d'autant que la solidité de son système démocratique lui évitera sans doute les crises politiques que pourrait connaître un jour la Chine. Mais en ce qui concerne la justice sociale, la pauvreté de masse, le respect de la dignité humaine, l'avenir reste sombre, au moins pour les années qui viennent. Aucune raison, donc, de renoncer à la belle aventure des chantiers Inde-Espoir, même si chacun sait bien qu'ils n'apportent qu'une goutte d'eau de solidarité dans un océan de pauvreté. De plus, ces chantiers – je ne cesse de le rappeler aux étudiants qui posent leur candidature - n'ont pas pour unique objectif d'apporter une aide aux plus pauvres ; la rencontre des personnes, l'ouverture des yeux et des cœurs, l'échange inter-culturel, y sont au moins aussi importants. On ne voit plus le monde tout à fait de la même manière quand on a passé un mois à vivre et travailler dans un village d'intouchables. J'ai très souvent la joie d'observer, tantôt sur le moment, tantôt des années plus tard, les fruits que produit chez les étudiants leur expérience à Inde-Espoir.

Christian Mellon sj

CERAS